

David Gibbs : comment les services secrets ont infiltré l'université et le journalisme

David N. Gibbs est professeur d'histoire à l'Université d'Arizona. Débat sur la CIA et le milieu universitaire : David Gibbs et Robert Jervis https://www.democracynow.org/2002/11/13/cia_on_campus_the_intelligence_community Article du Los Angeles Times sur les liens entre la CIA et le milieu universitaire : <https://irp.fas.org/news/2001/01/lat012801.html> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. David Gibbs est actuellement professeur d'histoire à l'université d'Arizona, et il nous rejoint aujourd'hui pour parler de la manière dont le monde universitaire, tout comme le journalisme, devient souvent un instrument de l'État et un défenseur fiable de la guerre. Merci donc de revenir dans l'émission. Merci de m'accueillir, Glenn. Il y a vingt-cinq ans, vous avez lancé un grand débat sur les biais au sein du monde universitaire, avec un texte intitulé « Les sciences sociales comme propagande ». Comme je l'ai dit, j'ai le sentiment que ce n'est pas seulement une question universitaire. Surtout de nos jours, on constate que les universitaires, tout comme les journalistes, s'alignent très étroitement sur les récits du gouvernement. Mais j' imagine que le problème est bien plus profond que cela. Je me demandais si vous pouviez... Eh bien, nous pourrions peut-être commencer par développer votre argument.

#David Gibbs

Eh bien, je dirais que c'est, en partie, assez personnel, dans la mesure où j'ai obtenu mon doctorat en 1989. Pas en histoire, mais en science politique, au MIT. Et le département de science politique du MIT était étroitement lié au Centre d'études internationales, qui avait été fondé, en un sens, par la Central Intelligence Agency, afin de relier le MIT à l'agence. Et il existait toujours lorsque j'y étais. J'étais très fasciné par ces liens extraordinaires entre une institution universitaire, le MIT d'un côté, et la CIA de l'autre.

Et cela semblait très contestable, parce que l'un des reproches adressés, à juste titre, à l'Union soviétique — et là encore, c'était pendant la guerre froide, quand j'étais en études supérieures —, c'était qu'il n'y avait pas de séparation entre le monde universitaire, qui n'était pas indépendant, et le

gouvernement. Le monde universitaire était étroitement lié aux agences gouvernementales. Il était une expression de la propagande gouvernementale. C'était vrai. Et ce qui était censé distinguer les sociétés libres — à l'époque, on aimait les appeler le monde libre —, c'était que le monde universitaire était indépendant. Les universitaires étaient censés être des acteurs indépendants, pas des agents de la propagande gouvernementale. Mais cela semblait vraiment problématique si l'une des principales institutions du pays, le MIT, était si étroitement liée à la Central Intelligence Agency.

Cela m'a donc beaucoup intéressé. J'ai commencé à lire sur le sujet. Et l'une des choses qui était très claire, c'est que, surtout durant la première période, dans les années cinquante et soixante, l'un des principaux financeurs de la recherche à l'étranger en sciences sociales — pas seulement en science politique, mais dans l'ensemble des sciences sociales — était la CIA et le renseignement militaire. Bruce Cumings, de l'université de Chicago, a dit qu'il ne serait que légèrement exagéré d'affirmer que soit vous travailliez pour la CIA, soit, si ce n'était pas le cas, le FBI venait frapper à votre porte. Ce qui, bien sûr, était très menaçant au début de la guerre froide.

Et donc, vous aviez en quelque sorte ce coup double, si l'on peut dire, qui liait les milieux universitaires, en particulier dans les institutions prestigieuses, au principal service de renseignement des États-Unis, la Central Intelligence Agency. À mes yeux, cela posait de nombreux problèmes. L'un d'eux était le secret. La CIA a été créée — l'une des raisons de sa création, en mille neuf cent quarante-sept — pour constituer une agence ultra-secrète, bien plus secrète que le département d'État ou l'armée régulière, afin de mener des actions discutables sur les plans éthique et juridique, comme renverser des gouvernements, procéder à des assassinats, et ainsi de suite. Et la CIA était extrêmement secrète, et les universitaires qui travaillaient pour elle devaient le faire dans le secret. Je peux entrer davantage dans les détails, mais voulez-vous me poser des questions ? Voulez-vous intervenir sur certains points ?

#Glenn

Non, non, non. Allez-y, poursuivez sur ce que vous disiez. Mais je voulais aussi vous demander : de quelles différentes manières interviennent-ils dans le milieu universitaire, ainsi que dans le journalisme ? Parce que je constate souvent que les agences de renseignement ont très tôt commencé à étendre leur influence aux ONG, par exemple. Or, les ONG étaient censées être... J'aime l'idée des ONG, parce qu'il faut institutionnaliser et structurer la société civile de manière à permettre au public d'influencer le processus démocratique, autrement qu'en se présentant simplement aux élections tous les quatre ans. Mais cela confère énormément de pouvoir, si l'on peut manipuler la société civile pour qu'elle fasse ce qu'on veut. Donc la communauté du renseignement s'y est introduite. Mais il y a aussi les ONG, les groupes de réflexion. C'est juste que... il y a beaucoup de domaines où les gens pensent qu'il y a une indépendance, alors qu'en réalité, ce n'est pas le cas. Mais je trouvais cela intéressant, parce que dans mon esprit, l'université était censée être le dernier, le dernier bastion de la pensée indépendante, indépendante de l'État. Mais vous n'êtes pas d'accord. Je ne suis pas d'accord, oui.

#David Gibbs

Eh bien, je vais être très précis. Quels sont les liens entre la CIA et le monde universitaire ? La meilleure source sur ce sujet, c'est une enquête menée en 1975 par le Sénat américain, sous l'autorité du sénateur Frank Church : la commission Church, comme on l'appelait. Elle a publié un très grand nombre de rapports. C'était une enquête sérieuse. Ce n'était pas une opération de blanchiment, du moins pas principalement. Et, au passage, elle a abordé brièvement cette question du monde universitaire. Pour une raison quelconque, elle n'est pas entrée dans les détails. En revanche, elle a examiné les missions de conseil secrètes de nombreux universitaires — là encore, je pense aux universitaires les plus prestigieux. Ils ont naturellement choisi les meilleurs, dans les établissements les plus prestigieux. Pourquoi pas ? Ces universitaires avaient des contrats avec eux. Ces contrats consistaient à conseiller la CIA : ils rédigeaient pour elle des rapports secrets, et tout cela restait secret. Et je pense qu'avec le temps, les universitaires ont fini par dire : écoutez, je suis professeur.

Je suis évalué professionnellement sur mes publications dans des revues et chez des éditeurs universitaires, pas sur des rapports secrets. S'il vous plaît, laissez-moi publier ce rapport. Et donc, la CIA a répondu : « On va trouver un compromis. Vous pouvez publier le rapport, si vous nous laissez le modifier, le censurer, comme ils disent. » On se retrouvait donc avec des rapports censurés publiés, en gros, et financés par la CIA. L'enquête du Sénat a établi que, je crois que c'est le terme qu'ils ont employé, au moins mille livres avaient été publiés avec le soutien clandestin de la CIA. Notez bien l'expression « au moins », d'accord ? Donc, il y en a plus de mille. J'en déduis que cela voulait dire qu'on pouvait aller aujourd'hui dans une bibliothèque, prendre sur une étagère des livres publiés, disons, par les Presses universitaires de Princeton, écrits par un universitaire prestigieux, sans savoir qu'ils avaient été financés par la CIA et secrètement modifiés par la CIA.

Le fait que cela ait été fait en secret pose, là encore, un véritable problème, parce qu'on ne sait pas ce qui a été retiré. Les universitaires sont censés être objectifs, c'est-à-dire qu'ils cherchent la vérité. Et ils ne sont pas censés être partisans. Il ne devrait pas y avoir de conflits d'intérêts. Cela soulève des questions assez semblables à celles du domaine biomédical, disons, où des universitaires mènent des recherches sur l'efficacité de médicaments tout en étant financés par l'entreprise pharmaceutique qui les fabrique. C'est un vrai problème dans les sciences biomédicales. Mais au moins, une chose est claire : les revues biomédicales exigent une déclaration complète des liens d'intérêts. Si vous êtes financé par une entreprise pharmaceutique, vous devez le déclarer, ce qui est logique.

Vous pouvez évaluer les biais potentiels au regard des résultats. Ce n'est pas le cas en science politique ni dans les sciences sociales. Je n'ai jamais vu un article de revue, ni un livre, qui disait : « Mesdames et messieurs, ceci a été financé par la CIA et édité par la CIA. » Je n'ai jamais vu ça. Si c'est arrivé, je ne le sais pas. Et donc, ça se fait en secret, d'accord ? D'une certaine manière, on pourrait dire que cela trompe le public qui lit ces livres, parce qu'il ne connaît pas les biais, les biais cachés de l'auteur. Donc, je pense que cela soulève de sérieuses questions éthiques. Cela dit,

certaines personnes ont rendu publiques leurs activités de conseil. Robert Jervis, de Columbia, est consultant de longue date pour la CIA. C'est un professeur prestigieux. Je ne sais pas où il en est aujourd'hui. Il est peut-être à la retraite.

Il était professeur à Columbia et président de l'Association américaine de science politique. Il y a vingt ans, j'ai débattu publiquement de cette question avec lui dans une émission de radio appelée Democracy Now!, et il insistait sur le fait que cela n'avait aucun impact sur ses recherches. Et encore une fois, le problème, c'est qu'on ne sait pas ce que... Je pense qu'il y aura toujours une influence. On est toujours influencé par les personnes qui nous financent. Et si vous êtes... Le problème, c'est un conflit d'intérêts fondamental. D'un côté, si vous êtes politologue, vous étudiez les conflits internationaux. De l'autre, vous êtes financé par une partie intéressée, à savoir la CIA. Cela signifie que, naturellement, vous allez être partial envers cette agence et probablement laisser de côté beaucoup de choses. Ce qui est très frappant, c'est que lorsque j'ai participé à ce débat, j'avais fait une étude des revues.

C'était il y a longtemps. J'ai examiné cinq grandes revues de science politique, les principales, qui traitent des relations internationales. Enfin, ce sont des revues très connues des politistes, celles dont vous avez entendu parler. J'ai étudié tous les articles qu'elles avaient publiés sur une période de dix ans, de mille neuf cent quatre-vingt-dix à deux mille. Je n'ai pas trouvé un seul article qui traite de manière significative des opérations clandestines de la CIA. Pas un seul. Et j'ai beaucoup de mal à croire que les financements de la CIA n'y soient pour rien. C'est tout de même une affirmation très frappante : pendant une décennie, aucune mention significative de l'une des principales formes d'action des États-Unis durant la guerre froide, à savoir les opérations clandestines. Et oui, je pense que c'était la conséquence directe du financement de la profession par la CIA.

Je pense qu'il y avait un lien. Et je pense que c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles ils l'ont fait. Non seulement ils appréciaient les informations fournies par les politologues, mais cela leur permettait de contrôler le domaine et de s'assurer que la science politique, ainsi que d'autres disciplines d'ailleurs, n'abordaient pas des sujets dont on ne devait pas parler dans la bonne société. Ce n'est plus tout à fait aussi grave aujourd'hui. Je pense qu'il y a environ dix ans, une personne nommée Lindsay O'Rourke, de Boston College, a publié un livre intitulé « Changement de régime clandestin ». C'est en fait un assez bon livre. Je veux dire, je pense qu'il a quelques défauts, mais il recense un très grand nombre d'opérations clandestines de la CIA. Et il a reçu un prix, il attire l'attention. Je pense que c'est une bonne chose. Cela montre peut-être qu'un certain équilibre est en train d'émerger. D'ailleurs, un détail.

Le professeur O'Rourke a été l'élève de John Mearsheimer, ce qui, je trouve, est intéressant. John Mearsheimer est quelqu'un de très conservateur et très lié à l'establishment de la politique étrangère. Mais il a une caractéristique qui le distingue. Il est vraiment très honnête, et il est prêt à prendre des risques. C'est assez rare, d'ailleurs. Je pense qu'il y a là une perspective intéressante. Aujourd'hui encore, beaucoup de gens aiment croire que les universitaires sont des radicaux qui remettent sans cesse le pouvoir en cause. Qu'ils s'attaquent constamment, sans relâche, aux intérêts

puissants du secteur privé et du gouvernement, et qu'ils cherchent à tout démanteler. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le monde universitaire est profondément imbriqué dans le pouvoir, à commencer par la CIA et les nombreuses autres agences, la Sécurité intérieure, l'armée, ainsi que le secteur privé.

Elle reçoit des financements énormes du secteur privé, y compris dans les sciences sociales, qui sont orientées idéologiquement. Et je pense que les gens ont une perception erronée du monde universitaire à cause des guerres culturelles. Ils supposent que, si vous commencez à débattre d'une question culturelle liée au genre, à la race ou à la sexualité, cela prouve que vous êtes une sorte de radical. Alors qu'on pourrait y voir une manière de détourner l'attention des gens. Mais quoi qu'il en soit, sur les questions qui préoccupent vraiment les personnes au pouvoir, comme les opérations clandestines, le monde universitaire a été profondément conservateur et profondément lié au pouvoir, à commencer par le type de liens que je décris. Je veux aussi parler du journalisme, mais encore une fois, je voudrais voir si vous souhaitez ajouter quelque chose, Glenn.

#Glenn

Non, non. Non, je voulais parler du journalisme. D'abord, je veux dire que le professeur Mearsheimer, tout comme le regretté Stephen Cohen, ont tous deux souligné que, lorsqu'ils ont commencé à critiquer la politique étrangère, soudainement, toutes les invitations de CNN et des autres grands réseaux d'information se sont arrêtées. Ils ont tous cessé de les appeler, d'un coup. Donc oui... Il y a manifestement quelque chose là-dedans, quand on voit à quel point les universitaires sont accueillis par les médias, puis ne le sont plus quand ils commencent à s'écarter de la ligne publique. Mais ça vient du gouvernement. Mais Robert Jervis, oui, il est décédé il y a quelques années, cela dit. D'accord. Très bien. Mais oui, je voulais quand même vous demander : au-delà de la place des journalistes dans tout ça, quels sont les principaux objectifs des agences de renseignement ? Vous avez dit qu'elles ne voulaient aucune couverture médiatique des opérations clandestines, mais y a-t-il d'autres enjeux clés, essentiellement, sur lesquels elles veulent façonner les connaissances ou l'information ?

#David Gibbs

Je pense que, de manière générale, ce qu'ils veulent... Je pense que la CIA, et plus largement les grandes agences gouvernementales, ainsi que tout l'establishment de la politique étrangère — si on le considère de façon plus large que les seules agences gouvernementales — ce qu'ils veulent, au fond, c'est un milieu universitaire soumis, qui serve de porte-parole à la politique officielle. C'est ça. Si vous regardez les grandes revues et que vous allez au-delà des questions culturelles, comme la masculinité et la politique étrangère, et ce genre de choses, si vous allez au-delà, c'est impossible à distinguer de ce que disent les agences gouvernementales et des organisations comme le Council on Foreign Relations, à New York. Cela représente le pouvoir. Le monde universitaire respecte le pouvoir. Il a tendance à s'en remettre au pouvoir.

Et sur la question des relations internationales, la grande puissance, ce sont les institutions de la puissance géopolitique dominante, les États-Unis, et dans une certaine mesure leurs acolytes dans des endroits comme l'Europe. Et, vous savez, ils ont bien sûr des antennes à l'étranger, partout en Europe et au Japon, j'imagine, des alliés des États-Unis partout dans le monde, et dans le milieu universitaire américain. Cela diminue à mesure que la Chine monte en puissance, y compris dans le monde universitaire. Mais je pense que, même aujourd'hui, les États-Unis restent le phare vers lequel les gens se tournent dans le milieu universitaire. C'est encore le centre de nombreux programmes de doctorat prestigieux, de nombreuses revues prestigieuses, et ainsi de suite. Et les gens se tournent vers les États-Unis, et vers la puissance américaine, comme vers quelque chose qu'ils respectent.

Et une partie de l'explication, enfin, il y a beaucoup de raisons à cela. L'une d'elles, c'est le financement. Beaucoup d'universitaires sont financés par des organismes gouvernementaux, et cela influence vraiment toute la profession. Dans le journalisme, il se passe des choses similaires. Il y a eu une étude menée par... comment s'appelait-il ? Bernstein. C'était un lauréat du prix Pulitzer, célèbre pour le Watergate. Lui et Woodward ont révélé l'affaire du Watergate dans les années soixante-dix. Il avait publié une étude dans Rolling Stone, en mille neuf cent soixante-dix-sept, intitulée « La CIA et la presse » — ou « La CIA et les médias », je crois que c'était le titre. On peut encore la trouver. Elle est sur Internet. Et c'était l'étude la plus sérieuse que j'aie jamais vue, et elle n'a jamais été sérieusement contestée sur le plan factuel, au sujet du rôle des médias.

J'ai découvert que plusieurs centaines de journalistes américains travaillaient, d'une manière ou d'une autre, pour la CIA. Et que deux cents d'entre eux avaient des accords de confidentialité et/ou des contrats de travail secrets avec la CIA. Or, à ma connaissance, cela viole toutes les règles d'éthique journalistique dont j'ai jamais entendu parler. Mais c'est pourtant ce qui a été fait. Et le principal média concerné était, surprise, surprise, le New York Times. Pourquoi le New York Times ? Eh bien, réfléchissez-y. Évidemment, si vous voulez influencer l'ensemble des médias, influencer le New York Times est un bon point de départ. Et je pense que, même à l'international, beaucoup de publications étrangères se tournent vers le New York Times pour être guidées.

Pour ce que ça vaut, pendant la guerre froide et jusque dans les années 1990, je lisais la presse européenne. Je lis le français, donc je lisais Le Monde, ainsi que la presse britannique, et c'était bien meilleur qu'aux États-Unis. C'était indépendant. Ces vingt dernières années, c'est devenu presque un clone du New York Times. J'ai vraiment l'impression que, quand je lis Le Monde ou autre chose, c'est comme le New York Times en français. Donc, je pense que le New York Times est vraiment l'endroit où aller si vous voulez influencer tout le monde. C'est ce que la CIA a fait. Arthur Ochs Sulzberger, qui a longtemps été directeur de publication du New York Times, je crois dans les années 1960, si je ne me trompe pas, était un proche ami personnel d'Allen Dulles, qui a longtemps dirigé la CIA.

Et il y a eu des cas — des cas documentés — où Dulles lui a demandé de couvrir la CIA, et Sulzberger a dit oui. Donc, c'est vraiment ça, le rôle de la presse : être, encore une fois, un porte-voix du gouvernement. Et je dois ajouter que cela s'est effondré pendant la guerre du Vietnam. La

guerre au Vietnam a brisé la confiance dans la politique du gouvernement. Il y a eu le syndrome vietnamien, quand la presse est devenue beaucoup plus critique, y compris le Times. Et le monde universitaire, dans une certaine mesure, de façon limitée, est devenu plus critique lui aussi. C'est pour cette raison qu'il y a eu les enquêtes du Sénat et de la CIA. Mais ce fut une brève période. Vers la fin des années soixante-dix, le monde universitaire comme la CIA sont tous deux revenus à leur rôle de soumission. Et, à ce que je vois, ils sont toujours dans ce rôle de soumission.

Ça ne s'est jamais arrêté. En fait, je dirais même que ça s'est approfondi depuis la fin de la guerre froide. Je veux dire, aujourd'hui, on présente d'anciens directeurs de la CIA et d'autres personnes comme des experts, sans jamais tenir compte du fait qu'un agent de la CIA est formé à mentir. Je veux dire, c'est ce qu'ils font. C'est ce pour quoi on est formé dans le renseignement : mentir. Et ici, on n'en tient jamais compte. Ils sont traités comme des sources d'information sérieuses, ouvertement, d'une manière qui va même au-delà de ce qui était vrai pendant la guerre froide. Donc, je dirais que l'idée qu'ils sont tous de mèche n'était pas seulement vraie pendant la guerre froide. Elle l'est encore davantage aujourd'hui.

#Glenn

Oui. Alors, je me demandais si vous aviez vu... enfin, est-ce que vous... oui, vous avez probablement suivi de très près la période du Russiagate. Parce que je trouvais intéressant de voir à quel point les agences de renseignement et les médias avançaient main dans la main. Et il y a aussi eu une évolution assez intéressante, dans le prolongement de ce que vous disiez : d'anciens directeurs de la CIA et de la NSA obtenaient tous des postes dans différents médias, comme experts. Et je me suis dit qu'au moins, dans les années soixante-dix, ils avaient la décence de cacher ce genre de choses. Mais maintenant, tout se fait, vous savez, en se cachant à la vue de tous, en quelque sorte. Ils l'étaient au grand jour : comme ça, on ne peut pas les prendre. C'est juste la CIA qui donne un avis d'expert. Mais est-ce que vous avez vu ça pendant le Russiagate ? Est-ce que vous avez eu l'impression que c'était plus ouvert qu'avant ? Parce que...

#David Gibbs

La Russie était un cas intéressant, en ce sens que je pense qu'il y a eu une série d'événements qui ont secoué les élites des deux côtés de l'Atlantique à partir de deux mille seize. Le premier, c'était le Brexit. Et je pense que ça a été un choc énorme en Europe, aussi aux États-Unis, mais surtout en Europe. Le deuxième, bien sûr, c'était la première élection de Donald Trump à la présidence. Je pense qu'à l'époque, il était perçu comme profondément hostile à l'OTAN. En réalité, ça ne s'est pas vraiment passé comme ça. Il a surtout suivi la ligne de l'OTAN dans la guerre en Ukraine. Mais il était perçu comme profondément hostile à l'OTAN, et peut-être comme quelqu'un qui changerait la politique étrangère américaine de manière fondamentale. Ça a été un choc énorme pour les élites américaines et européennes. Je pense que les gens ont un peu perdu la tête. Ça leur a abîmé le cerveau. Ils sont vraiment devenus fous. Et ils ont cherché un croque-mitaine.

Ils ne voulaient pas une réponse complexe. Ils voulaient une réponse simple. La réponse complexe, bien sûr, c'est que le public avait perdu confiance dans une grande partie de l'establishment, et qu'il s'est tourné vers des candidats antisystème. Aux États-Unis, ironiquement, ces candidats antisystème étaient deux : Donald Trump et Bernie Sanders. À certains égards, ils sont évidemment très différents. À d'autres, ils sont les deux faces d'une même pièce. Ils sont antisystème, et c'est pour cela que les gens les ont soutenus. Bernie Sanders, on l'oublie aussi, est sorti de nulle part. Personne n'avait entendu parler de lui. C'était un sénateur, oui, mais un sénateur obscur. Il a failli remporter la présidence. À la place, Donald Trump a remporté la présidence. Mais les élites ne pouvaient admettre aucune faute, qu'elles n'avaient rien fait de mal en Europe. Elles n'avaient rien fait de mal. Rien de ce qu'elles avaient fait de mal n'avait conduit au Brexit. C'est juste arrivé de nulle part.

Et donc la question était : qu'est-ce qui a provoqué tout ça ? Et la réponse, c'était : la Russie l'a fait. Ça devait être un complot russe. Alors, dans les journaux aux États-Unis... là encore, je ne lisais pas la presse britannique d'aussi près qu'auparavant, mais je suppose qu'elle s'est elle aussi beaucoup focalisée sur la Russie, sur l'ingérence russe, sur la désinformation. Le terme « désinformation », je l'entendais sans cesse. La désinformation russe était la cause de toutes ces choses. Pendant des années, aux États-Unis, ils ont martelé que l'élection de Donald Trump avait été orchestrée par les Russes. Le New York Times en était rempli. Je me souviens qu'au début, en lisant ça, je pensais que ces affirmations étaient tellement extravagantes que personne ne les prendrait au sérieux.

Mais à ce moment-là, tout le monde les prenait au sérieux. Tous mes amis les prenaient au sérieux. La pensée suivante que j'ai eue, c'était : « On dirait que quelqu'un essaie de préparer le terrain pour une guerre avec la Russie. » Je me souviens avoir pensé ça dès 2016. Eh bien, nous y voilà. Je veux dire, ce n'est pas comme si ces choses n'avaient aucun effet. Mais il faut souligner à quel point c'est extravagant. On affirmait qu'il y avait eu des campagnes sur les réseaux sociaux critiquant Hillary Clinton, et que cela devait forcément être une campagne massive des Russes pour faire élire Donald Trump. Et il y a eu trois études sur l'efficacité de ces campagnes sur les réseaux sociaux.

L'une a été publiée dans les Actes de l'Académie nationale des sciences, la deuxième dans la revue britannique à comité de lecture Nature, et la troisième par l'Institut pour la nouvelle pensée économique de New York. Menées par d'éminents universitaires, elles sont arrivées aux mêmes conclusions, avec des méthodologies différentes, mais aux mêmes conclusions : aucune influence. D'accord, la campagne sur les réseaux sociaux n'a eu aucune influence sur le public, d'accord ? Autrement dit, le terme qu'ils ont employé, c'était « indétectable », d'accord ? Ils n'ont rien pu détecter en termes d'influence. Et pourtant, pendant des années, c'était l'un des principaux sujets : la désinformation russe qui aurait fait élire Donald Trump, d'accord ?

Et vraisemblablement, cela a aussi provoqué le Brexit. Ça donnait donc l'impression d'être quelque chose d'extraordinaire. Mais il m'a semblé qu'une grande partie venait assez manifestement des services de renseignement, ouvertement relayée par d'anciens agents de la CIA. Il y a une formule : « CIA un jour, CIA toujours. » On peut démissionner, mais on ne la quitte jamais vraiment. Donc,

pour moi, il semblait bien que les services de renseignement cherchaient à monter tout ça. Quelqu'un montait tout ça, c'était clair. Et il n'y avait rien de substantiel là-dedans. Donc voilà. Cela a contribué à empoisonner la politique américaine, mais aussi les relations internationales. Je suis convaincu que cela a joué un rôle important dans la période qui a précédé la guerre actuellement en cours en Ukraine.

#Glenn

Mais je dirais aussi que ce que je trouve un peu choquant, c'est la manière dont le monde universitaire, tout comme les journalistes, s'est complètement aligné sur les éléments de langage des gouvernements dans cette guerre. Je veux dire, par exemple, tout l'argument des pays de l'OTAN, des gouvernements, selon lequel la guerre n'aurait pas été provoquée. Je trouve ça choquant parce que, si l'on examine la littérature aujourd'hui, il existe une quantité infinie d'éléments montrant que les dirigeants politiques et militaires occidentaux savaient que l'expansionnisme de l'OTAN risquait fort de déclencher un conflit avec la Russie. Vous savez, comme l'a dit un jour William Burns, ancien directeur de la CIA, l'Ukraine et l'OTAN, c'est la plus rouge de toutes les lignes rouges. Et il voulait dire par là que la Russie se sentirait obligée d'intervenir, même si elle ne le voulait pas.

Je veux dire, il y a toutes ces preuves que les Russes percevaient cela comme une menace. Nous savions que c'était une menace. On ne peut pas vraiment le contester, mais les universitaires l'ignorent. Ils n'en parlent pas. Ils n'y touchent pas. Et puis, il y a toute cette idée selon laquelle l'Ukraine devrait pouvoir choisir l'alliance dont elle veut faire partie. Elle a choisi l'Ouest. Ils ont essayé d'échapper à la Russie, tout ça. Vous savez, je ne vois pas non plus les universitaires remettre cela en cause. Je veux dire, le monde universitaire devrait être voué à la recherche de la vérité. Mais tous les sondages, entre 1991 et 2014, ont montré que seule une petite minorité d'Ukrainiens le souhaitait, que ce sont principalement les Américains qui ont poussé en ce sens, et que les Européens ont suivi le mouvement, comme ils le font.

Mais encore une fois, tout cela est incontestable. Alors, qu'ont fait les universitaires ? Ils l'ont ignoré. Et c'est la même chose pour cet autre point : l'invasion à grande échelle de deux mille vingt-deux. L'argument, c'était que les Russes avaient lancé une invasion à grande échelle dans l'intention de conquérir toute l'Ukraine. Mais, vous savez, les preuves sont nombreuses. Zelensky lui-même a déclaré, dès le premier jour après l'invasion russe, que la Russie l'avait déjà contacté pour entamer des négociations, afin de mettre rapidement fin à la guerre sur la base du rétablissement de la neutralité de l'Ukraine. On voit qu'ils ont largué moins de bombes sur l'Ukraine au cours du premier mois que les États-Unis n'en ont largué sur l'Irak durant les premières vingt-quatre heures, sachant qu'une violence excessive aurait compromis la diplomatie.

On a vu les faibles effectifs de troupes. On ne peut pas conquérir un pays de trente-cinq millions d'habitants avec cent mille soldats. Tout cela est incontestable. Pourtant, on voit qu'ils n'en discutent même pas. Je ne connais aucun universitaire en Europe qui accepte seulement de discuter du fait

que les Russes et les Ukrainiens ont commencé à parler de paix dès le premier jour. Et c'est pareil avec cette histoire d'Istanbul. Je veux dire, on peut avoir toutes les preuves, encore une fois, toutes les preuves. On peut avoir un ministre turc des Affaires étrangères qui affirme que les Russes et les Ukrainiens voulaient tous les deux, presque désespérément, parvenir à un accord. Mais les États-Unis et le Royaume-Uni l'ont torpillé. Cela peut être confirmé par l'ancien Premier ministre israélien, Bennett. Et pourtant, cela n'apparaît dans aucun débat universitaire.

Et ce qui me choque, c'est que rien de tout cela ne mérite même d'être mentionné. Et je pense savoir pourquoi. Je ne dis pas que tous les universitaires sont sur la liste de paie de la CIA, mais il y a quand même une campagne d'intimidation suffisante. Si vous évoquez l'une de ces choses, vous serez crucifié. Il n'y aura plus de carrière pour vous. Même en privé, le coût social est élevé, très élevé, si vous commencez à mentionner quoi que ce soit qui remette en cause la position du gouvernement. C'est juste... c'est... j'aimerais savoir quelle autre explication il pourrait y avoir. Comment peut-on vivre avec cette omission d'événements essentiels, essentiels, qui sont simplement, vous savez, calomniés comme : « Ah, ça, c'est le genre de chose que diraient les Russes. »

#David Gibbs

Eh bien, vous savez, je pense, encore une fois, que tout ce que vous dites est vrai à cent pour cent. C'est certainement ce que j'ai vécu. Et je pense que, vous savez, je suis professeur titulaire. J'ai la titularisation. Cela vous donne un niveau de protection élevé. Donc, je ne suis pas particulièrement inquiet. Mais si je n'étais pas titulaire, j'aurais certainement de très bonnes raisons de m'inquiéter. Et il y a effectivement une situation où vous en payez le prix sur le plan professionnel. Vous savez, John Mearsheimer, je ne pense pas que cela lui importe vraiment, mais il n'est plus invité à écrire des tribunes dans le New York Times. Il n'est plus invité sur CNN, ni dans les émissions d'information grand public où il était auparavant le bienvenu.

Et donc, vous en payez le prix, sur le plan professionnel comme personnel. Il y a des gens qui peuvent ne plus vous parler. Des collègues qui ont des convictions très fortes là-dessus vont vous dénoncer de toutes sortes de façons. Vous êtes une marionnette de Poutine, peu importe le terme à la mode du moment. Donc oui, il y a clairement un prix à payer. Et la plupart des enseignants, même s'ils connaissent les faits, ne sont pas prêts à prendre ce risque. Et, dans une certaine mesure, je peux le comprendre. Surtout, encore une fois, si votre emploi est en jeu. Dans ce cas-là, il peut être prudent d'agir ainsi. Mais l'une des questions, encore une fois, c'est : pourquoi ? Et je pense que le monde universitaire porte un regard respectueux sur le pouvoir.

Elle a toujours fait ça, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, et elle a tendance à être très soumise au pouvoir, malgré, encore une fois, la réputation des universitaires d'être combatifs et opposés au pouvoir. C'est un mythe complet. D'après mon expérience, il n'y a absolument aucune vérité là-dedans. Il est très rare qu'un universitaire soit prêt à défier le pouvoir dans un sens qui ait vraiment du poids. Et on le voit de manière triviale. Il y a plusieurs années, vous

aviez la déconstruction. Des universitaires déconstruisaient des dessins animés, et ce genre de chose était considéré comme radical. Mais s'agissant de remettre en cause la CIA ou la politique américaine en Ukraine, ça ne se fait tout simplement pas. Ça ne se fait tout simplement pas.

Et vous savez, il y a eu... Je crois que la meilleure façon de le dire, c'est qu'au début de la guerre froide, l'American Historical Association a élu comme président Conyers Read, professeur à l'université de Pennsylvanie. Il a prononcé un discours présidentiel en mille neuf cent quarante-neuf. Il a été publié dans l'American Historical Review. Et il a dit... Voyons si je peux le retrouver. Je peux... Où est-ce qu'il est passé ? Ce qu'il a dit, je vais simplement le paraphraser. Il a dit que toutes les armées doivent marcher ensemble sous un symbole. En Union soviétique, c'est le marteau et la faucille. En Amérique, ce sont les étoiles et les rayures. Et l'universitaire n'est pas plus libre de cette obligation que ne l'est le physicien.

Et cela, vous savez, nous devons instaurer une sorte de contrôle intellectuel si nous voulons gagner cette guerre. Et il a dit : « Cela peut ressembler à une forme de contrôle social que l'on préconise ici. En bref, c'en est une. » Donc, vous savez, il exprimait explicitement ce qui, selon moi, était vraiment l'idée : le monde universitaire devait se ranger derrière la politique officielle. Et il l'a dit de manière bien plus explicite et brutale que quiconque avant lui ou après lui ne l'aurait fait. Mais je pense que c'est réellement, dans une certaine mesure, ce qui s'est passé. Les universitaires se sont rangés derrière le gouvernement, et ils y sont restés, sauf brièvement pendant le désastre du Vietnam et quelques autres épisodes. Mais, dans l'ensemble, ils ont surtout respecté la politique officielle.

Et je trouve que c'est tout à fait cohérent avec cela. Je dois dire que le niveau de répression du débat ouvert ici est le pire que j'aie jamais vu de toute ma vie. J'étais là dans les années quatre-vingt. Ce n'était jamais aussi grave que maintenant. Je pense qu'il faut peut-être remonter au début des années cinquante, à la période du maccarthysme, pour retrouver une atmosphère aussi oppressive que celle que nous connaissons aujourd'hui. Et c'est tout aussi vrai, peut-être même davantage, en Europe. Je soupçonne que ce soit encore plus vrai en Europe. Aux États-Unis, nous avons le premier amendement de la Constitution, qui offre de solides protections juridiques. Ce n'est pas le cas en Europe. Donc je pense que la situation est peut-être encore pire en Europe qu'aux États-Unis. Ici, en tout cas, c'est vraiment très grave.

#Glenn

Avez-vous vu des universitaires et des journalistes reprendre le langage de l'État ? Parce que je trouve ça intéressant. Orwell a beaucoup écrit sur la propagande : vous savez, on crée un langage distinct pour « nous » et pour « eux ». Et je vois ça aussi dans le monde universitaire, surtout en science politique. Par exemple, nous, nous avons des politiques. Mais nos adversaires, eux, ont des comportements, n'est-ce pas ? Il y a donc cette idée pédagogique : notre rôle, c'est de les socialiser. C'était très intégré à l'idée de l'Union européenne et de l'OTAN après la guerre froide : le rôle de l'Occident était de socialiser tous les autres. Comme une nouvelle mission civilisatrice, si vous voulez.

Et, vous savez, je le remarque dans le milieu universitaire : tout le langage est organisé en conséquence. La manière dont parlent les responsables politiques... Ils soutiennent que les autres vont nous menacer, mais que nous, nous ne menaçons pas. Nous, vous savez, nous punissons ou nous récompensons, comme le ferait un enseignant. C'est-à-dire que l'OTAN récompensera les bons comportements, elle punira les mauvais comportements. Et toute cette idée d'un rôle de socialisation se retrouve intégrée dans le langage. Là encore, c'est utilisé de manière très peu critique par beaucoup d'universitaires aussi. Vous savez, si les Chinois refusent, ils refusent de faire des compromis. Quand nous refusons de faire des compromis, c'est par principe. Les autres s'ingèrent dans les affaires intérieures. Nous, nous promouvons la démocratie. Eux font la guerre. Nous intervenons.

Vous savez, les Russes cherchent à exercer leur influence dans les États voisins. Nous, nous ne faisons que promouvoir la voie européenne. Je veux dire, avec ce genre de langage, on n'a plus besoin d'avancer des arguments. Les formulations remplacent alors les arguments, ce qui est assez étrange. Parce que, pour les universitaires, tout l'enjeu devrait être, vous savez, de déconstruire ces mots, d'en discuter. J'ai moi aussi vécu une expérience désagréable dans mon université. Trente-sept collègues m'ont dénoncé et ont publié une lettre dans le journal parce qu'ils disaient : « Oh, nous sommes aux côtés de l'Ukraine. » Ce qui n'est pas le cas ici. Et la raison, c'est que je soutiens qu'il faudrait recourir à la diplomatie. Qu'on ne devrait pas envoyer d'armes, et que l'OTAN a contribué à provoquer cette situation, ce qui me paraît important pour la résoudre.

Mais d'après leur raisonnement, ça veut dire que vous vous en fichez. Parce que ceux qui s'en préoccupent, eux, renversent leur gouvernement. Ils boycottent la diplomatie. Ils mènent une guerre qu'ils ne peuvent pas gagner, apparemment. Donc, il n'y a aucune analyse de l'argument. Qu'est-ce que ça veut dire, aider l'Ukraine ? Parce qu'on peut avoir des points de vue différents là-dessus. Moi, je pense qu'on les détruit en faisant ce qu'on fait aujourd'hui. On les sacrifie en tant que force par procuration. Mais il n'y a aucune analyse de l'argument. Personne ne veut en discuter. Ils ont juste cette idée : ça, c'est pour ; ça, c'est contre. Et je trouve que les universitaires font la même chose, ce qui est très étrange, parce qu'on devrait pouvoir analyser le langage. Je ne sais pas si c'est trop spécifique, le langage des centristes universitaires. Est-ce que vous le remarquez aussi, ou... ?

#David Gibbs

Oui, je pense qu'on peut le dire autrement. Il est compréhensible, et pas surprenant, que des responsables gouvernementaux emploient un langage de propagande qui, d'une certaine manière, justifie leurs actions et diabolise leurs adversaires. C'est compréhensible. On pourrait même dire que c'est leur travail. Mais les universitaires ne sont pas censés faire ça. Ils sont censés évaluer ces choses-là, être impartiaux. Ils sont censés être — le mot, c'est — objectifs. Et il n'y a aucune objectivité. Le monde universitaire n'est qu'un porte-voix de tout cela. Ils répètent simplement, sans esprit critique, le même langage que vous décrivez. J'ajouterais aussi l'intervention humanitaire, un sujet qui m'intéresse tout particulièrement.

Et l'argument, c'est que lorsque les États-Unis interviennent, c'est pour des raisons humanitaires. Et lorsqu'ils méritent des critiques parce qu'ils n'interviennent pas, s'il y a un endroit où ils n'interviennent pas, cela révèle une realpolitik cynique. L'intervention est humanitaire parce qu'elle cherche à protéger les plus faibles. Elle protège les minorités contre les persécutions. Elle empêche les génocides. Elle protège les femmes contre les abus, et ainsi de suite. C'est le langage, pourrait-on dire, que les gouvernements peuvent utiliser comme propagande. Mais ici, ce sont des universitaires qui le promeuvent. Il existe tout un secteur universitaire consacré à l'intervention humanitaire. C'est un sujet immense.

En gros, ils utilisent le langage des agences gouvernementales et des ONG étroitement liées à ces agences. C'est le langage de la propagande politique, pas de l'analyse. Mais voilà où en est le monde universitaire. Et je pense que, fondamentalement, sa fonction sociale consiste à servir de porte-voix du pouvoir, et à le justifier. C'est essentiellement ça. On pourrait dire que les universitaires sont, dans un certain sens... Je me suis particulièrement intéressé aux universitaires en tant que lobbyistes. J'ai aussi étudié cela dans le secteur privé. Ils utilisent des universitaires comme lobbyistes, et les universitaires sont les meilleurs lobbyistes parce qu'on les perçoit comme prestigieux et non affiliés.

Et ils sont censés être très critiques à l'égard des intérêts puissants. Donc, lorsqu'ils se font les porte-parole de ces intérêts puissants, ils sont particulièrement efficaces, parce que les gens ont de l'université une image qui est tellement en décalage avec son véritable rôle. D'ailleurs, les universitaires eux-mêmes aiment entretenir cette image : nous serions radicaux, nous remettrions le pouvoir en cause, et ainsi de suite. Donc, je pense qu'au fond, le problème, c'est que le monde universitaire ne joue pas vraiment le rôle qui devrait être le sien. On pourrait dire que, si l'université a une fonction, c'est essentiellement de demander des comptes aux puissants. C'est de contester le pouvoir. Mais encore une fois, ce n'est pas du tout ce que nous faisons.

#Glenn

Je suis d'accord. Alors, quelle est la conséquence quand ça va aussi loin ? Parce que, vous savez, la réalité ne peut aller que jusqu'à un certain point. Je pense à tous ces journalistes et universitaires qui, au début des attaques américaines contre l'Iran, devaient tous, en quelque sorte, répéter la même chose : des slogans. Vous savez, le régime iranien opprimait les femmes. Oh, eh bien, après ça, ce sera bien mieux. Elles vont avoir une chance d'être libres. Et puis, soudainement, on a vu ce basculement vers quelque chose de très sombre, où Trump dit : « Bon, oui, il faut... oui, on pourrait détruire une civilisation ce soir. » Et tout ce langage très génocidaire. Et je ne pense plus que quiconque... enfin, je crois qu'il est assez évident que l'attaque contre l'Iran n'était pas une mission humanitaire.

Je veux dire, c'est ce que font les grandes puissances. Elles mènent une politique de puissance, puis elles l'habillent d'un langage humanitaire, bienveillant, vous savez, comme si c'était quelque chose de vertueux. Mais que se passe-t-il quand la réalité les rattrape ? Ou est-ce qu'elle ne les rattrapera

pas ? Parce qu'on a eu la même chose au début de l'invasion russe de l'Ukraine, si vous vous en souvenez. Il y avait ces articles dans les journaux sur le Fantôme de Kyiv. Apparemment, ils avaient un pilote de chasse ukrainien qui volait partout en abattant des dizaines d'avions russes. Je veux dire, c'était absurde.

C'était une affirmation délirante, mais tout le monde devait faire semblant d'y croire, parce que sinon, vous fragilisez le récit, et alors vous êtes pro-russe. Voilà la logique. Mais que se passe-t-il quand tout ça s'avère faux ? Parce que je pense à la guerre en Ukraine, à tout ça : l'Ukraine est en train de gagner, les Russes ont beaucoup plus de pertes, toutes ces histoires absurdes. À un moment donné, tout va s'effondrer quand nous devons faire face à la défaite, un peu comme en Iran. Y aura-t-il un jour des comptes à rendre ? Que va-t-il arriver aux universitaires qui ont soutenu tout ce récit selon lequel la Russie aurait, sans provocation, voulu restaurer l'Union soviétique ? Tout ça. Je veux dire, qu'est-ce qui se passe, alors ?

#David Gibbs

C'est une bonne question. C'est une excellente question. L'autre jour, j'étais dans l'émission de Pascal Lottaz, où je parlais de ce que j'appelle le moment Vietnam. Vous voyez, au Vietnam, comme dans toutes les guerres, le discours, c'est : « Nous gagnons, nous gagnons, nous remportons des victoires sensationnelles, des victoires fantastiques. » Pendant la Première Guerre mondiale, tout le monde disait ça. Au Vietnam, durant les premières années de la guerre, le gouvernement américain répétait : « Nous gagnons, nous gagnons. » Le décompte des corps... ils comptaient le nombre de cadavres, cette chose macabre, parmi les forces communistes. Il s'est avéré qu'ils inventaient les chiffres, très probablement comme ils le font aujourd'hui avec les pertes russes, je le soupçonne.

Et cela a tenu, jusqu'à un certain point, vers 1968, quand tout s'est effondré. Et quand ça s'est effondré, il y a eu ce qu'on appelait le « déficit de crédibilité ». Tout l'appareil de politique étrangère a été discrédité pendant environ une décennie à cause de cela. Le soutien de l'opinion publique à la guerre s'est évaporé. Vous savez, le mouvement anti-guerre a connu une croissance fulgurante, parce qu'il était tellement évident que la guerre n'était pas en train d'être gagnée. Les affirmations selon lesquelles la victoire était imminente n'étaient pas crédibles. Elles étaient ouvertement fausses, d'ailleurs. Daniel Ellsberg, qui a divulgué les Pentagon Papers, travaillait pour Robert McNamara. Et, vous savez, en privé, il transmettait à McNamara des rapports de renseignement sur la très mauvaise tournure que prenait la guerre sur le terrain.

Et puis McNamara a lu ces rapports, avant d'aller dire à quel point les choses se passaient bien. Je pense donc qu'à partir d'un certain moment, la réalité a rattrapé la propagande. Et cela a discrédité non seulement la propagande, mais aussi tout l'ensemble des gens qui la promouvaient, y compris une grande partie des médias. Vous savez, les médias ont dû changer radicalement à cause de cela, pendant une brève période. Je me demande si nous n'arrivons pas à ce stade concernant l'Ukraine.

Vous savez, on nous a sans cesse servi ces récits : l'Ukraine est en train de gagner. Ma lecture de la guerre, et je peux me tromper, c'est qu'à un moment donné, l'armée ukrainienne finira par céder sous le poids de forces russes tout simplement plus nombreuses et supérieures.

Et quand cela arrivera, on pourrait connaître un moment façon Vietnam, où la crédibilité de ceux qui font ces déclarations s'effondrera tout simplement, et où le soutien de l'opinion publique à la guerre s'effondrera lui aussi. J'espère que cela se produira, parce que je crains que l'un des dangers, ici, soit une guerre nucléaire. La situation devient vraiment, vraiment très dangereuse, avec les Européens qui parlent désormais ouvertement. Vous savez, Kaja Kallas a dit qu'elle aimerait démanteler la Russie en plusieurs morceaux. Elle est pratiquement la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne. Il y a eu l'attaque contre les bases de bombardiers russes, les bases de bombardiers nucléaires stratégiques, je crois que c'était il y a un an, très probablement avec la complicité des Européens et des États-Unis.

C'est bien plus imprudent que tout ce qui a jamais été fait pendant la Guerre froide. Et je crains vraiment que, si cela continue, le risque que des armes nucléaires soient utilisées à un moment donné soit très important. J'espère donc que cela n'arrivera pas. Qu'on assistera plutôt à un moment de type Vietnam, avec un effondrement du soutien de l'opinion publique à la guerre. En Europe, cela pourrait être très spectaculaire, parce que les élites politiques des principaux pays sont déjà sur une glace très mince. Regardez des gens comme Merz ou Macron, ou encore Starmer récemment, qui a été contraint de partir. Ce sont des personnalités profondément, profondément impopulaires, avec certains des taux de popularité les plus bas de toute l'histoire des sondages, littéralement.

Vous savez, la Grande-Bretagne... je crois qu'ils ont eu quoi, six ou sept Premiers ministres en dix ans ? C'est extraordinaire. Et la seule chose qui maintient ce projet à flot, c'est le récit selon lequel « nous sommes en train de gagner ». Et s'il devient très clair que nous ne gagnons plus, qu'on n'aura même pas de victoire à montrer, on pourrait assister à un effondrement vraiment spectaculaire de la confiance du public envers l'ensemble de l'establishment politique, ainsi qu'à une instabilité politique prolongée. Je pense que c'est vers cela que l'Europe se dirige en ce moment. Mais je pense que la bonne nouvelle, c'est que cela pourrait, en gros, mettre fin au projet ukrainien et au moins protéger le monde d'une guerre nucléaire, qui, là encore, me semble être un danger bien réel ici.

#Glenn

Je pense que c'est l'une des choses que les gens finiront par comprendre. Si les Ukrainiens étaient réellement en train de gagner, alors, soudainement, une grande partie de ce que fait l'OTAN aujourd'hui pourrait avoir du sens. Autrement dit, nous les aidons à vaincre l'envahisseur agressif, tout ça. Mais dès lors qu'il devient évident que l'Ukraine n'a jamais été en train de gagner, qu'elle était en train de perdre, tout ce que nous avons fait, c'est l'aider à perdre moins vite. Les gens devront se demander pourquoi. Pourquoi boycotter la diplomatie si vous saviez qu'ils gagnaient ? Pourquoi chercher à prolonger la guerre encore et encore si vous saviez qu'ils perdaient ? La seule conclusion à laquelle je puisse alors arriver, c'est que nous avons utilisé les Ukrainiens comme des supplétifs,

simplement pour essayer d'affaiblir un adversaire, alors même que nous savions que cela les détruirait.

Ce qui est fascinant, c'est que Zelensky lui-même faisait déjà ce constat en mars deux mille vingt-deux, alors que les États-Unis et le Royaume-Uni essayaient de le convaincre d'abandonner les pourparlers de paix et de choisir la guerre. Dans une interview accordée à The Economist, il a dit, en substance : oui, il y a de nombreux pays en Occident qui veulent une longue guerre avec la Russie afin d'affaiblir un adversaire, même si cela signifie la destruction de l'Ukraine. Voilà. Je veux dire, il l'a dit lui-même. Donc, à un moment donné, cela devra sortir. Mais j'avais une dernière question. Est-ce que je peux revenir sur ce que vous venez de dire ?

#David Gibbs

Je crains qu'il y ait une autre interprétation, encore plus inquiétante. C'est que les élites européennes, y compris les élites militaires, commencent à croire à leur propre propagande. Autrement dit, à force de répéter une propagande, peut-être qu'on finit par l'intérioriser soi-même. Et peut-être qu'elles croient vraiment que la Russie peut être vaincue militairement, qu'on peut faire tomber Poutine, le faire traduire à La Haye, et démanteler la Russie en plusieurs morceaux. Elles croient que c'est possible et réalisable.

Et ce n'est pas parce qu'ils le répètent si souvent que je ne peux pas me tromper là-dessus. J'espère me tromper, et qu'ils mentent tout simplement de façon éhontée. Mais ce que je commence à entendre, c'est qu'ils ne mentent pas. Ils croient vraiment à cette rhétorique, à l'idée que c'est quelque chose qui peut arriver et être réalisé. Je pense donc qu'ils seront très réticents à se désengager un jour, à moins d'y être contraints par l'opinion publique. J'ai quand même un peu d'espoir dans la démocratie : qu'à la fin, le public tape du poing sur la table et dise simplement non à ça.

#Glenn

Eh bien, cela fait malheureusement partie de la condition humaine. Nous sommes des animaux grégaires. Oui, c'est ce que nous enseigne la sociologie. Et on le voit aussi, du moins dans les études sur la propagande : l'individu rationnel peut faire preuve d'esprit critique, mais l'instinct de se conformer au groupe, cette psychologie des foules, comme l'appelait Sigmund Freud, qui a été instrumentalisée dans la propagande par son neveu Bernays, cette psychologie des foules submerge l'individu rationnel. Donc, même si vous avez vu quelque chose de vos propres yeux, vous allez quand même vous conformer au groupe. C'est donc très puissant. Mon propos, c'est que si tous les journalistes de votre pays disent la même chose, si toute la classe politique dit la même chose, si tous les universitaires répètent la même chose, vous allez rentrer dans le rang.

C'est très difficile de ne pas le faire. Mais oui, ce que je voulais demander, c'est : est-ce qu'il faut forcément un moment Vietnam ? Parce que je me disais qu'on aurait quelque chose de similaire

après la guerre en Afghanistan. Vingt ans, tout ce sang et tout cet argent déversés là-dedans, et puis, à la fin, tout a été révélé. Il y a eu les Afghanistan Papers, qui montraient que pendant que le gouvernement américain disait : « Nous gagnons, nous gagnons », c'était en réalité faux. Ils savaient que les choses allaient mal. On a des documents de la CIA qui ont fuité et qui montrent que, bon, les Européens commençaient à perdre un peu leur intérêt pour l'occupation de l'Afghanistan. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? Et la conclusion, c'était : vendons ça comme une promotion des droits des femmes en Afghanistan, parce que les Européens, apparemment, se soucient de ce genre de choses.

C'est une bonne manière de vendre la guerre sous l'étiquette des droits humains. Vous avez donc des gens comme Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, qui écrivent une tribune avec Angelina Jolie, pour y mettre un peu de glamour hollywoodien, sur les raisons pour lesquelles l'OTAN serait désormais le principal défenseur des droits des femmes. Je crois qu'ils l'ont publiée dans The Guardian. C'est tout simplement extraordinaire. Enfin... Mais ça a toujours été absurde. Oui, l'OTAN n'a pas occupé l'Afghanistan pendant vingt ans pour libérer les femmes, et ils n'étaient pas en train de gagner. Donc tout ça était factice. On pourrait penser que, une fois que tout cela a éclaté, avec ces images dramatiques de l'OTAN en fuite, des gens tombant des avions et tout le reste, il y aurait eu des conséquences. Mais on a simplement changé de sujet, semble-t-il. Enfin, comment expliquez-vous ça ?

#David Gibbs

Eh bien, il y a plusieurs facteurs, mais l'un d'eux, c'est que j'ai toujours pensé que l'une des raisons de la poussée en faveur d'une guerre avec la Russie en 2022 était de compenser l'échec en Afghanistan. C'est arrivé vraiment très peu de temps après. Je crois que c'était en août 2021, il faut le préciser : il y a eu l'effondrement en Afghanistan, le départ humiliant des États-Unis. Puis, en février, il y a eu la guerre en Ukraine. Et il semblait nécessaire de compenser cet échec, de le masquer, et de veiller à ce que l'Afghanistan ne provoque pas un moment comparable au Vietnam. Cela aurait pu arriver, parce qu'après tout, nous y étions depuis dix-neuf ans. Nous avons dépensé des centaines de milliards de dollars. Combien de vies ? Des milliers et des milliers de vies ont été perdues, pour rien. Absolument pour rien.

C'était un énorme embarras, à tous points de vue, et le départ a été profondément incompétent. Et tout cela a été discrètement oublié parce qu'après tout, il y avait quelque chose de bien plus important dans le monde : le grand ours russe qui menaçait tout le monde. Et cela a été, je pense, dans une certaine mesure utilisé comme un... Je pense qu'il y avait évidemment d'autres raisons pour lesquelles les États-Unis voulaient entrer en guerre avec la Russie et voulaient s'assurer qu'il y aurait une guerre avec la Russie. Et je pense que c'est exactement ce qui s'est passé : ils ont poussé la Russie à envahir. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel j'ai beaucoup travaillé. J'ai beaucoup écrit sur la façon dont les États-Unis ont poussé l'Union soviétique à envahir l'Afghanistan en mille neuf cent soixante-dix-neuf. Situation très similaire.

Mais je pense que l'un des éléments déclencheurs a bien été l'échec en Afghanistan. Donc, il y a ça. Alors, pourquoi suis-je plus optimiste cette fois-ci ? Nous avons connu de multiples échecs américains. Il y a eu la guerre contre le terrorisme. Ce fut un échec. Il y a eu le renversement de Kadhafi ; ce fut un échec. Bien sûr, la guerre en Irak a été une catastrophe d'une ampleur remarquable, et sans aucune responsabilité. Personne n'en a payé le prix. C'est incroyable. Pas même des excuses publiques. Alors, pourquoi le public a-t-il accepté ça ? Je suis stupéfait que l'establishment s'en soit tiré comme ça, permettez-moi de le dire. Je veux dire, une partie de l'explication, là encore, c'est cette extraordinaire miasme de propagande qui a imprégné toute la discussion sur le sujet, et le fait que ce soit bipartisan. Les deux partis ont soutenu la poursuite de ce type de politiques.

Et manifestement, en Europe aussi, c'est le cas à peu près dans tout l'éventail politique. Mais je pense que, cette fois, ça pourrait être différent parce que, je veux dire, un signe très révélateur, ça a été quand Trump est entré en guerre en Iran. C'est la toute première guerre à laquelle je puisse penser où, dès le départ, dès le tout début, l'opinion publique, ou du moins une pluralité, s'est opposée à la guerre. Ça n'était jamais arrivé auparavant. Le schéma habituel, c'est qu'au début, l'opinion publique soutient le président, soutient la guerre, puis s'en lasse à mesure que la guerre se prolonge. Cette fois-ci, l'opinion publique y était opposée dès le départ. Donc je me dis : perdre deux guerres, d'abord dans le golfe Persique, puis en Ukraine.

J'espère que ce sera un coup si brutal porté à l'idée d'intervention sans fin et de guerre sans fin que cela finira par entraîner un effondrement du soutien de l'opinion publique. Et qu'on connaîtra le moment Vietnam, celui où l'opinion dit simplement : « Non, on ne va plus faire ça. » Cela dit, j'admets qu'il y a ici des différences historiques assez évidentes. La plus frappante, bien sûr, c'est la conscription. Pendant la guerre du Vietnam, l'Amérique avait une armée de conscrits. Le service militaire était obligatoire pour les hommes, et il y avait des moyens d'y échapper si vous aviez fait des études. Mais si vous n'étiez pas instruit, en gros, vous partiez dans le delta du Mékong. Donc, un facteur majeur de l'opposition à la guerre, c'était la conscription, le service militaire obligatoire. Ça n'existe plus aujourd'hui. L'armée est composée de volontaires.

Mais malgré tout, je pense que le public est conscient du fait que cela fait baisser son niveau de vie. Cela a un impact réel sur le niveau de vie. D'ailleurs, encore davantage en Europe qu'aux États-Unis, mais aussi aux États-Unis. Et donc, je me dis que — et je crois qu'il y en a une prise de conscience — il y a un arbitrage entre les canons et le beurre. C'est devenu de plus en plus clair pour le public, même pour les moins instruits. Alors je pense qu'au final, encore une fois, vous savez, peut-être que je suis optimiste, trop optimiste. Peut-être que je me berce d'illusions, mais je ne le pense pas. Je crois que cet enchaînement d'événements pourrait finalement mettre fin au soutien de l'opinion publique et à la viabilité politique du projet impérial que nous avons depuis la fin de la guerre froide. J'espère avoir raison. Nous verrons.

#Glenn

J'espère que vous avez raison, moi aussi. Je soupçonne toutefois que, si Trump est vaincu en Iran, sur le chemin du retour, ils feront un détour par Cuba et essaieront d'en faire un petit succès pour compenser cette défaite. Mais je pense que vous avez raison. Une défaite en Iran, une défaite face à la Russie. Et tout cela est évidemment aggravé par les problèmes économiques, qui ne cessent de s'accumuler et vont finir par prendre leur propre dynamique. Je pense qu'il sera difficile de contrôler le récit après ça. Donc oui, j'espère que vous avez raison. Je termine rarement ce podcast sur une note optimiste, alors restons-en là. Et merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#David Gibbs

Merci, Glenn.